



SANTÉ

Le CHU dispose désormais de la téléscopie chirurgicale

Le Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B) vient d'acquérir un équipement pour réaliser des opérations chirurgicales par voie téléscopique. Le premier essai a eu lieu avec succès le 2 février.

Cet équipement présente des avantages en matière de limitation des cicatrices, de réduction des douleurs post-opératoires, des risques d'infections et de durée d'hospitalisation.

[Page 5](#)



Le chirurgien Pierlesky Elion Ossibi pendant l'opération

PRÉSIDENTIELLE 2021

Guy-Brice Parfait Kolelas investi par son parti



La commission d'investiture de l'Union des démocrates humanistes (Udh-Yuki) a officiellement investi, le 1^{er} février, le président de cette formation politique, Guy Brice Parfait Kolélas, comme candidat à l'élection présidentielle du 21 mars prochain. Guy-Brice Parfait Kolélas se dit prêt à œuvrer pour le redressement du Congo à travers son programme de société axé sur le développement des provinces porté par la mise en place d'entités administratives viables pour la bonne marche du pays. « *N'ayez pas peur !* », a-t-il lancé, avant d'ajouter : « *Nous devons arrêter la violence. Le combat est un combat d'idées* ».

[Page 3](#)

FOOTBALL

Le Congo et l'Arabie saoudite liés par un accord de partenariat

La Fédération congolaise de football (Fécofoot) et la Fédération saoudienne de football ont signé, le 30 janvier à Riyad en Arabie saoudite, une convention de douze mois renouvelable dans laquelle les deux parties ont convenu que les Diabes rouges seniors pourront désormais béné-

ficier de mises au vert en Arabie saoudite. Le contrat a été signé en marge de la finale de la Super Coupe d'Arabie saoudite par Jean Medard Kossa, quatrième vice-président de la Fécofoot et Yasser H. Almisehal, président de la fédération saoudienne de football.

[Page 16](#)

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Un fonds de garantie des mines à l'étude



Une réserve d'or/Adiac

Des experts du ministère des Mines étudient les modalités de mise œuvre d'un fonds de garantie visant à développer l'industrie minière et à constituer une réserve en or au Congo.

Selon Bernardin Ludovic, l'un des experts onusiens, ce fonds s'inscrit dans le cadre de la volonté du gouvernement de mieux encadrer ce secteur et promouvoir, auprès des exploitants artisanaux, des pratiques respectueuses de l'environnement. « *L'approche*

choisie doit tenir compte des dimensions politique, sociale, économique et environnementale, afin de renforcer les efforts de formalisation », a-t-il précisé.

[Page 5](#)

Éditorial
Calme !

[Page 2](#)

ÉDITORIAL

Calme !

S'il est un conseil que l'on doit aujourd'hui donner à la classe politique congolaise qui commence très logiquement à s'agiter en vue de l'élection présidentielle dont le premier tour est fixé au 21 mars prochain c'est bien de rester calme. Rester calme c'est-à-dire ne pas céder à la tentation facile du désordre dans la rue, de la vocifération sur la place publique, de l'agitation agressive sur les réseaux sociaux, bref du non-respect des règles qui encadrent les grands scrutins dans toute démocratie qui se respecte.

Ce rappel est d'autant plus important dans le moment présent que le Congo fait face, comme tous les pays du monde, à la terrible crise sanitaire provoquée par la pandémie du coronavirus, crise totalement imprévue et imprévisible qui vient se surajouter chez nous aux tensions financières générées par la crise pétrolière des deux dernières années. Autant de données très concrètes que les partis et les formations politiques de la majorité comme de l'opposition doivent prendre en compte en évitant de jeter de l'huile sur le feu ainsi allumé au risque d'embraser la nation tout entière.

Ajoutons à ce qui précède et pour faire bonne mesure que le Congo, notre Congo, est clairement l'un des pays les plus stables, les plus sûrs de l'Afrique centrale, qu'il joue de ce fait un rôle important dans la quête de solutions pacifiques aux conflits qui dévastent plusieurs de ses voisins, à commencer par la Centrafrique et les provinces de l'Est de la RDC. En témoignent les actions que mène sa plus haute autorité, le président Denis Sassou N'Guesso, afin d'aider à restaurer l'Etat de droit partout où celui-ci se trouve menacé.

Dans ce contexte très particulier, il revient à la classe politique congolaise dans son ensemble de veiller au strict respect des principes qui régissent notre démocratie. Quelles que soient ses convictions, ses ambitions, ses attentes, elle doit faire en sorte que les scrutins à venir se déroulent dans le calme. Et que, de ce fait, la nation congolaise poursuive sa longue marche sur la voie du progrès social.

Nous avons payé assez cher, dans le passé, les dérives antidémocratiques prônées par certains pour ne pas recommencer dans les semaines et les mois à venir.

Les Dépêches de Brazzaville

BONNE GOUVERNANCE

Nécessité de mettre en place un système rigoureux de contrôle des finances publiques

Le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, a souligné, à l'ouverture de la onzième session ordinaire administrative, le 1er février, qu'il est nécessaire de mettre en place un système rigoureux de contrôle des finances publiques, en cette période de vaches maigres.

« ... Tout n'est pas parfait, loin s'en faut, mais l'espoir est permis : celui de la mise en place d'un système qui permet de payer régulièrement les bourses des étudiants, les pensions des retraités. C'est une nécessité. (...) L'Assemblée nationale y veillera. Une passe difficile est donc à traverser avant de connaître l'embellie », a déclaré le président de la chambre basse du Parlement.

La session ordinaire administrative de l'Assemblée nationale qui s'achèvera le 10 avril prochain permettra aux députés d'examiner et d'adopter les affaires inscrites à l'ordre du jour et celles qui seront transmises en cours de session.

Selon Isidore Mvouba, cette session cohabitera avec des événements d'importance, tels que l'inauguration de l'université de Kintélé, par le président de la République le 5 février prochain. « En effet, l'emblématique université Denis Sassou-N'Guesso de Kintélé, a ouvert 1er février ses précieuses portes du savoir, à la jeunesse en quête de formation aux métiers pointus, aux métiers d'avenir, jeunesse congolaise, mais aussi jeunesse africaine et du monde. Il est heureux de constater que notre pays, le Congo, renoue avec sa vocation de quartier latin, cette époque d'or où les jeunes venus de tous les horizons d'Afrique noire, venaient s'ouvrir à l'enseignement supérieur, ici à Brazzaville », s'est-il réjoui. Il a, par ailleurs, annoncé l'inauguration sous peu du nouveau



Isidore Mvouba DR

siège du Parlement, fruit de la coopération sino-congolaise.

Intensifier la lutte contre la Covid-19

Saisissant cette occasion, le président de l'Assemblée nationale a invité le gouvernement d'exécuter avec diligence l'exhortation du chef d'Etat sur l'urgence, pour le Congo, de se doter d'un vaccin. « Le coronavirus se propage à grande vitesse, connaît des mutations, produit des variants à grande intensité contagieuse et létale. Certes le vaccin est arrivé, mais, il n'est pas encore à la portée de tous. Entretemps, notre salut réside dans le strict respect des mesures barrières. Bien malheureusement, il est constaté ces derniers temps, un laisser-aller à ce niveau. Ne considé-

rons pas nos masques comme des attributs de coquetterie », a conseillé Isidore Mvouba, insistant sur le respect de la distanciation physique et toutes les autres prescriptions.

Parlant de l'actualité politique du pays, il s'est félicité du fait que le processus démocratique du Congo suit son petit bonhomme de chemin dans la paix et la concorde nationale.

Isidore Mvouba a aussi constaté, qu'en dépit d'une baisse drastique des recettes de l'Etat liée à l'écroulement du prix du baril du pétrole et aux effets induits du coronavirus, le Congo poursuit sa marche en avant. Ceci par l'unification du territoire et le désenclavement de l'arrière-pays, en gérant au mieux cette période de vaches maigres.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ingamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lasselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaine Eta Tonto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PRÉSIDENTIELLE 2021

Guy Brice Parfait Kolélas investi par son parti

La commission d'investiture de l'Union des démocrates humanistes Yuki (UDH-Yuki) a procédé, le 1er février au siège de ce parti à Brazzaville, à l'investiture de Guy Brice Parfait Kolélas président de cette formation politique à la prochaine présidentielle.

« ...Je ne peux pas laisser le peuple patauger dans la misère. Je déclare donc ce jour ma candidature à l'élection présidentielle de mars prochain. Je suis le candidat du changement, n'ayez pas peur », a déclaré ce dernier, avant de renchéir par « je suis très ravi de ce que tous les conseils départementaux se sont prononcés et ont déclaré ma candidature. Quand le chemin est difficile, la difficulté devient le chemin ».

Dans son adresse aux cadres et militants de son parti, le candidat de l'UDH-Yuki est longuement revenu sur son projet de société, le Plan Parfait pour le redressement du Congo centré sur le développement des provinces avec la mise en place des entités viables pour la bonne marche du Congo.

« Je me bats pour que les marmans qui vendent dans les marchés aient la retraite et surtout résoudre l'épineux problème des retraités qui



Guy Brice Parfait Kolélas

cumulent de nombreux mois sans pension », a-t-il lancé. Mais tout ceci dans la paix. « Nous devons arrêter la violence. Le combat est un com-

bat d'idées », a-t-il indiqué. Guy Brice Parfait Kolélas a, en outre, appelé ses militants à se faire enrôler massivement dans les arrondissements. « Mes frères et sœurs faites-moi confiance. Je suis pour le changement dans ce pays ». Il a également souhaité un débat entre les candidats. Après son message, la commission d'investiture a pris acte de cette candidature. Un rituel ancestral s'en est suivi.

Jean Jacques Koubemba

Pierre Ngolo met en garde contre la cristallisation des passions

Ouvrant les travaux de la onzième session ordinaire le 1er février à Brazzaville, le président du Sénat, Pierre Ngolo, a attiré l'attention des sénateurs sur la prochaine présidentielle qui peut être, selon lui, un moment de cristallisation des passions aux conséquences sociales néfastes si les acteurs politiques venaient à se dérober de leur ligne éthique.

Pour le président du Sénat, les politiques auraient tort et courraient le risque de disqualification si leur pratique constante devait avoir pour effet la fragilisation de la paix, l'aggravation de l'insécurité et la misère du peuple.

Il est revenu sur l'engagement manifesté par les Congolais avant, pendant et après la Conférence nationale souveraine pour le saut du monopartisme au pluralisme politique, fondé sur l'espoir d'un vrai changement devant impacter sérieusement et positivement la vie des citoyens désormais plus libres, entrepreneurs.

Il les a appelés à se comporter en dirigeants avisés toujours guidés par de vraies ambitions pour la nation et résolus à se plier devant le verdict populaire contribuant à l'essor de la démocratie.

Abordant le volet de la décentralisation, ce dernier a appelé les élus du peuple à contribuer efficacement à sa mise en œuvre. Il a rappelé les principaux axes de l'action de la chambre haute au cours de la seconde moitié de leur mandat, lesquels axes se déclinent au renforcement du contrôle surtout physique, à la mobilisation totale en vue d'une contribution efficace à la mise en œuvre de la décentralisation, ainsi qu'à la mise en évidence, par des initiatives hardies et bien structurées.

« De notre effort collectif et de notre tenue dans la société, dépendra la place que prendra le Sénat dans l'architecture institutionnelle nationale », a déclaré ce dernier.

Revenant au contexte du déroulement de cette onzième session, le président de la chambre haute a souligné la persistance de la pandémie du coronavirus Covid-19 avec l'apparition des variantes Britanniques, Sud-africaine et peut-être Brésilienne plus contagieuses. Considérant qu'au stade actuel des connaissances, la vaccination demeure la seule garantie de soulagement, a conclu le président du Sénat.

J.J.K.

« ...Je ne peux pas laisser le peuple patauger dans la misère. Je déclare donc ce jour ma candidature à l'élection présidentielle de mars prochain. Je suis le candidat du changement, n'ayez pas peur »

Les membres du PCT Talangai appelés à l'unité

Le député de la troisième circonscription électorale de Talangai, également membre du bureau politique du Parti congolais du travail (PCT), Pierre Obambi, a invité les responsables des dix-huit sections des quartiers 603 Texaco-Tsiémé et 606 Champ de Tir à parler le même langage en cette période préélectorale.

« Nous nous sommes retrouvés avec les responsables de nos sections pour leur dire que l'heure est à l'unité, à la cohésion, à la discipline du parti parce que nous sommes les hommes, chacun peut voir midi à sa porte, mais l'élection qui vient est un scrutin à circonscription

« Pour voter, il faut avoir le nom sur la liste électorale, surtout pour les jeunes ayant atteint 18 ans et plus. Nous sommes à Talangai, fief du PCT, un arrondissement phare qui a été toujours le premier »



unique et nous n'avons qu'un seul homme devant nous », a expliqué Pierre Obambi, précisant que la division n'apporte jamais la vic-

toire. Il a insisté, devant le président du comité PCT Talangai, Daniel Nguebila, sur le fait qu'il faut mettre en avant

la discipline du parti et rappeler aux responsables des sections les tâches pratiques à accomplir. Il s'agit notamment de participer à l'enrôle-

ment des nouveaux électeurs et la consultation des listes électorales. « Parmi nous, il y a des gens qui n'ont pas des pièces d'identité, nous devons être à leur écoute, les accompagner jusqu'à l'obtention de ces documents afin qu'ils assument pleinement leur qualité de citoyen », a conclu le député de Talangai 3.

Président de la section 8 du quartier 606, Auguste Ikama est conscient de la tâche qui l'attend à quelques semaines de l'élection présidentielle. « Pour voter, il faut avoir le nom sur la liste électorale, surtout pour les jeunes ayant atteint 18 ans et plus. Nous sommes à Talangai, fief du PCT, un arrondissement phare qui a été toujours le premier », a-t-il rappelé.

Parfait Wilfried Douniama

DÉCENTRALISATION

Plus de quatorze milliards de francs CFA pour autonomiser les collectivités locales du Congo

Le ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation, chargé de la Décentralisation et du Développement local, Charles Nganfouomo, a encouragé les maires du Congo à rendre effectif le processus de la décentralisation au terme de la disponibilité de plus de quatorze milliards de francs CFA, inscrit dans la loi des finances 2021.

L'annonce a été faite à la faveur de l'assemblée générale extraordinaire de l'association des maires du Congo, une organisation chargée de mener un plaidoyer en faveur des collectivités locales auprès des pouvoirs publics, des partenaires nationaux et étrangers.

Ces fonds sont destinés à mettre en œuvre le processus de la décentralisation dans les secteurs de l'enseignement primaire et secondaire, l'enseignement technique et professionnel ainsi que le secteur de la santé dont une série de décrets et de textes d'applications ont été signés par le gouvernement.

« Il reste en ce moment l'obligation de transférer les fonds aux collectivités locales pour gérer les secteurs de la santé et de l'enseignement. Actuellement le ministère de l'Intérieur s'active sous l'autorité du Premier ministre pour que les orientations présidentielles soient de stricte application », a indiqué le ministre Charles Nganfouomo. Le maire de la ville de Braz-



Le ministre Charles Nganfouomo entouré des maires du Congo/Adiac

zaville, Dieudonné Bantsimba, a pour sa part appelé à l'unité et au rassemblement des membres de l'association

des maires du Congo. « Les élus locaux doivent poursuivre avec volonté et compétence le développement

des collectivités locales », a insisté Dieudonné Bantsimba.

Par ailleurs, en pleine assem-

« Il reste en ce moment l'obligation de transférer les fonds aux collectivités locales pour gérer les secteurs de la santé et de l'enseignement. Actuellement le ministère de l'intérieur s'active sous l'autorité du premier ministre pour que les orientations présidentielles soient de stricte application »,

blée générale extraordinaire, les membres de l'association des maires du Congo ont examiné et adopté : les statuts, le règlement intérieur, le plan d'actions 2021 ainsi que le budget 2021 de leur organisation.

Ils ont de même actualisé les instances dirigeantes de leur organisation en votant un bureau exécutif de cinq membres dirigé par le maire de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, ainsi qu'une commission de suivi et évaluation, présidée par François Kando, maire de Pointe-Noire.

Par contre, l'enseignant de sociologie, Evariste Miakakarila, a été désigné comme consultant de l'association des maires du Congo auprès des Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique, une organisation internationale panafricaine regroupant, à quelques exceptions près, toutes les villes, les collectivités territoriales ainsi que les associations nationales des collectivités locales africaines.

Fortuné Ibara

VIE DES PARTIS

Les 19 ans du Club 2002-PUR placés sous le signe de la consolidation des acquis de la démocratie

Créé le 30 janvier 2002, le Club 2002, Parti pour l'unité et la République (PUR) a commémoré le week-end dernier, ses 19 ans d'existence. Une occasion pour son secrétaire général, Juste Désiré Mondélé, de faire le bilan des activités menées pendant cette période et de projeter l'avenir.

Placé sur le thème : « Le Club 2002-PUR, dans un élan de responsabilité assumée, consolidons les acquis de notre démocratie », le 19e anniversaire de cette formation politique de la majorité présidentielle a été célébré, à Brazzaville, à travers un déjeuner de presse. En effet, ce parti qui a connu les hauts et les bas s'est affirmé au fil du temps, à en croire ses responsables, sur toute l'étendue du territoire national avec actuellement un sénateur, un député et des élus locaux dans tous les départements du pays.

« En 2002, nous avons pris l'engagement de soutenir l'action politique d'un homme d'exception qui apporte à la République



Juste Désiré Mondélé entouré des membres du secrétariat permanent/Adiac

pendant les moments tout aussi exceptionnels de l'apaisement, de la sérénité, de la prospérité et de l'espoir. 19 ans plus tard, nous sommes quasiment dans les mêmes circonstances parce qu'en janvier 2002, nous nous préparons à affronter l'élection

présidentielle », a rappelé Juste Désiré Mondélé.

Le secrétaire général du Club 2002-PUR a, par ailleurs, exhorté les Congolais à aller consulter leurs noms et à se faire inscrire sur les listes électorales, car le vote est un droit civique. Saluant l'attitude de la Convention

des partis républicains (Copar) qui n'a pas trouvé de candidat à la prochaine élection présidentielle, Juste Mondélé a dénoncé les raisons non fondées avancées par certains leaders des partis politiques de l'opposition qui ont décidé de boycotter le scrutin.

Selon lui, les arguments avancés par la Fédération de l'opposition congolaise et l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) pour justifier leur refus de participer à cette élection ne tiennent pas d'autant plus que cette plateforme et ce parti ont des problèmes internes en leur sein. « Ce sont des faux-fuyants, qu'ils n'induisent pas la population en erreur. Les raisons évoquées nous étonnent parce qu'ils jettent le discrédit sur le processus électoral. De Madingou, le processus qui est enclenché, toutes les composantes sont présentes à tous les niveaux », a répliqué Juste Désiré Mondélé.

Parfait Wilfried Douniama

INDUSTRIE AURIFÈRE

Le Congo veut créer un fonds de garantie des mines

En cours de discussion au niveau des experts du ministère des Mines, le projet sur le fonds de garantie des mines est destiné à financer le développement d'une industrie minière en République du Congo et la constitution d'une réserve en or.

Le secteur minier congolais, plus exactement la filière aurifère, est en voie de développement. Les activités de l'orpaillage sont toujours dominantes dans plusieurs localités, avec des conséquences environnementales dans les départements du Kouilou, du Niari, de la Cuvette-Ouest et de la Sangha.

Au cours de ces années, le gouvernement a multiplié des initiatives pour essayer d'encadrer ce secteur et promouvoir la préservation de l'environnement. Grâce au soutien du Programme des Nations unies pour l'environnement, le Congo s'est doté d'un Plan d'actions national pour l'extraction minière artisanale et à petite échelle de l'or. Les autorités se sont, par ailleurs, engagées à mettre en œuvre un projet pluriannuel à travers le programme d'opportunités globales pour le développement à long terme du secteur minier artisanal.

La collecte de données sur le terrain qui a été lancée récemment permettra de définir la stratégie d'intervention, d'analyser le contexte local conduisant à l'élaboration du document détaillé dudit projet et de susciter l'adhésion des parties prenantes, à savoir: les orpailleurs; les pouvoirs publics; les parlementaires; les organisations de protection de l'environnement; les universitaires; les chercheurs et les partenaires au développement.

Selon Bernardin Ludovic, l'un des experts onusiens qui accompagnent le pays dans cette réforme, la solution passe aussi par la sensibilisation des artisans et la formalisation du secteur minier congolais. « Il faut leur montrer les meilleures pratiques respectueuses de l'environnement, ou encore leur apprendre d'autres activités génératrices de revenu. L'approche choisie doit tenir compte des dimensions politique, sociale, économique et environnementale, afin de renforcer les efforts de formalisation », a signifié cet expert onusien.

L'autre enjeu du fonds de garantie est économique, admet une source proche du dossier. Car si le pays réussit à améliorer la production nationale, il pourra le racheter auprès des industriels pour constituer des stocks d'or. À ce stade, les autorités pourront choisir entre le commerce sur le marché international et le dépôt de la banque centrale, afin de rassurer les investisseurs.

Reconnu comme une réserve de valeur, l'or est aussi considéré comme un outil de diversification efficace. Le métal précieux est pour les banques centrales une véritable sécurité économique, une assurance pour l'avenir.

Fiacre Kombo

SANTÉ

Le CHU de Brazzaville dispose désormais de téléscopie chirurgicale

Dans un cadre classique comme toute opération qui se fait normalement, une intervention a été réalisée sous anesthésie générale en salle d'opération du bloc opératoire du CHU de Brazzaville. Elle était pratiquée le 2 février sous l'égide du Dr Pierlesky Elion Ossibi, chirurgien viscérale, en présence du Pr Clautre Itoua, coordonnateur dudit bloc.



Le chirurgien Pierlesky Elion Ossibi pendant l'opération

Il était question d'une opération chirurgicale qu'on appelle coelioscopie, également appelée laparoscopie, une technique chirurgicale permettant la visualisation des organes (à savoir ici, l'utérus, les trompes utérines, les ovaires) situés à l'intérieur de la cavité abdominale, à l'aide d'un appareil d'optique de 10mm de diamètre. Il est introduit par une petite incision, le plus souvent au niveau du nombril. Les images à l'intérieur de l'abdomen sont transmises sur un écran visible par le chirurgien.

Dans la pratique, la patiente est allongée sur le dos en position gynécologique et une sonde vésicale est systématiquement posée. Après que le chirurgien a

introduit une aiguille au niveau de l'ombilic, un gaz inerte (gaz carbonique) est insufflé dans l'abdomen afin de repousser l'intestin et visualiser l'intérieur du ventre. Ensuite, un instrument muni de fibres optiques, relié à une caméra, est glissé dans le ventre et les images de la cavité abdominale sont retransmises sur un écran. D'autres instruments sont introduits au niveau de l'abdomen afin de réaliser le geste chirurgical souhaité (...). « Nous avons enlevé la vésicule biliaire, mais sans faire de plaie ; nous avons juste fait une petite incision avec le laser que nous avons introduit dans l'abdomen pour extraire la vésicule biliaire », a signifié le chirurgien

Pierlesky Elion Ossibi à l'issue de cette opération. Et d'ajouter : « Ce que je peux dire aux Congolais, c'est que vous avez été témoin ; cette opération se fait bel et bien au CHU de Brazzaville. Nous avons le matériel et le personnel », a-t-il précisé.

Avantages

La téléscopie chirurgicale a entre autres avantages la limitation des cicatrices sur le ventre (maximum 4 points de ponction), la réduction des douleurs post-opératoires, du risque d'infection, de la durée d'hospitalisation ; la reprise plus précoce du transit et celle des activités quotidiennes et du travail.

Guillaume Ondze

SANTÉ PUBLIQUE

Un accord de 19 milliards FCFA pour la lutte contre le paludisme

Le Comité de coordination nationale des projets financés par le Fonds mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme (CCN) a signé le 1er janvier un accord de don avec son partenaire technique, Catholic relief service (CRS).

La subvention est financée par le Fonds mondial à un montant global de 19, 447 897 754 milliards FCFA non remboursable.

L'objectif est d'accroître l'accès et l'utilisation des services de prévention et de prise en charge du paludisme des enfants de zéro à cinq ans ainsi qu'au niveau communautaire.

Le projet est mis en œuvre par CRS au Congo de 2021 à 2023, explique Amakala Constantin Sodio, peu avant la signature du document avec la présidente du CCN, Valérie Maba Moukassa.

Amakala Constantin Sodio a assuré que le projet permettra à sa structure de distribuer des moustiquaires imprégnées, des médicaments



Le document paraphé entre les deux parties (Adiac)

aux enfants de zéro à cinq ans ainsi qu'au reste de la population.

En effet, le représentant du CRS a rappelé que deux millions de moustiquaires ont été distribuées dans tout le pays grâce à une bonne collaboration de l'équipe sous

le leadership du CCN et d'autres partenaires.

Valérie Maba Moukassa a, de son côté, expliqué que le Fonds mondial finance les projets de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme au Congo pour un montant global de 129 766

912 625 milliards FCFA.

L'initiative, poursuit-elle, est d'alléger le fardeau à la réduction de la pauvreté, l'augmentation de la production et l'amélioration de la qualité de vie de la population touchée. «Le paludisme reste un problème crucial de santé

publique en Afrique et plus particulièrement dans la sous-région. L'Afrique reste toujours le continent le plus touché avec 80% de décès dus au paludisme», a-t-elle dit.

Elle a énuméré les initiatives ayant permis d'enregistrer des progrès tels que la création des directions du programme national de lutte contre le paludisme, la gratuité du Centre de traitement ambulatoire chez les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes, la gratuité des tests de diagnostic rapide pour les mêmes groupes cibles et bien d'autres.

Rappelons que ce même document a été paraphé par les représentants de la société civile.

Lydie Gisèle Oko

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Interdiction des cartes géographiques, topographiques, touristique non conformes

L'Institut géographique national (IGN-Congo), sous l'égide du ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, met fin à la production des cartes non conformes à la loi pouvant rendre difficile la prise de décision sur certains projets.

La volonté de mettre fin à la multiplicité des cartes géographiques, touristique, topographique et autres a été exprimée par le ministre de Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Martin Parfait Aimé Cousoud-Mavoungou, lors de la publication et la remise officielle de la carte touristique de Pointe-Noire et ses environs. « Le ministère et l'IGN sommes à la conception et nous mettons à la disposition de tous nos collègues et de la République ce que le département est capable et apte à faire conformément à la loi », a fait savoir le ministre. Visiblement, les cartes non conformes peuvent avoir des données mal collectées ou interprétées et qui de ce fait compliquent la prise de décision dans le cadre de la réalisation de certains projets dans divers secteurs d'activités.

A dire vrai, l'IGN est le principal opérateur national en matière d'informations géographiques. La réalisation



des travaux cartographiques et topographiques et la diffusion des données géographiques sont ses principales missions.

Pointe-Noire

Selon le directeur de l'Institut géographique national, Etienne Paka, la carte touristique de Pointe-Noire et ses environs présentée le 29

janvier a été conçue sur la collecte et le traitement des données portant sur près de 20 000 objets. Elle est constituée de plusieurs composantes dont celles allant du pont de la Louémé au sud-est, jusqu'à la rivière rouge, au nord-ouest, en passant par le lac Congo, le lac Loufoualeba qui traverse tous les arrondissements de Pointe-

Remise de la carte touristique de Pointe-Noire. Dans cet espace, il y a plusieurs sites touristiques, d'hébergement et de restauration. Les sites touristiques de Diosso et ses environs, les sites historiques, naturels et culturels partant de l'ancien port d'embarquement des esclaves jusqu'au cimetière royal en passant naturellement par les gorges de Diosso, le Musée royal et le Palais

royal y figurent également.

« Nous sommes en train de mettre de l'ordre dans la carte touristique de notre pays et l'industrie touristique peut être un levier important pour la diversification de l'économie, c'est pour ça que le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique a vu juste de donner à tous les opérateurs cette carte pour que désormais l'on sache quel peut être le rendement du tourisme dans notre pays », a déclaré le président du conseil départemental, député maire de Pointe Noire, Jean François Kando.

Pour sa part, le ministre Martin Parfait Aimé Cousoud-Mavoungou a lancé un appel à l'adhésion de tous afin de créer ensemble les conditions de la bonne compréhension touristique de la capitale économique de sorte à se nourrir du tourisme qui est créateur d'emplois.

Rominique Makaya

COVID-19

L'avenir économique mondial est incertain

En raison de la pandémie de coronavirus et d'une divergence croissante, entre les pays industrialisés et ceux en développement, obligeant le FMI à trouver plus de ressources, les perspectives économiques mondiales restent très incertaines.

C'est le message pessimiste passé par la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva. Une nouvelle allocation de la propre monnaie du FMI, les droits de tirage spéciaux (DTS), contribuerait à donner aux pays une plus grande marge de manœuvre budgétaire pour faire face à la crise sanitaire et passer à une économie plus numérique et plus verte, a-t-elle indiqué.

Sous le gouvernement de Donald Trump, les Etats-Unis, le plus grand contributeur du FMI, ont bloqué une telle décision, arguant qu'elle donnerait plus de ressources aux pays riches,

étant donné que les allocations seraient proportionnelles aux parts. Pour la ministre suédoise des Finances, Magdalena Anderson, nouvelle présidente du comité directeur du FMI, le besoin de liquidités reste important. Elle va consulter les pays membres sur les possibilités d'accroître les liquidités.

Kristalina Georgieva s'attèle à faire augmenter rapidement les financements

pour les marchés émergents et les économies en développement, notamment par le don de quelque 20 milliards de dollars en DTS existants. Ce qui va constituer un apport important mais insuffisant. D'autres mesures seront donc nécessaires, a-t-elle précisé. « Il sera toujours aussi important, et même plus important, que nous soyons en mesure d'accroître notre capacité à

soutenir les pays qui ont été laissés pour compte », a déclaré la patronne du FMI.

Les membres du FMI n'ont jamais rejeté l'option d'une nouvelle allocation de DTS, fonctionnant un peu comme une centrale qui imprime de la monnaie, a-t-elle dit. Certains membres continuaient à discuter d'une telle possibilité, mais avec la nouvelle administration de Joe Biden, les chances

de succès de ce plan de soutien et de relance puisse réussir, s'est réjouie Kristalina Georgieva.

L'économie mondiale enregistre un plongeon historique, une forte chute du PIB de la zone euro et une récession aux Etats-Unis, en raison de la Covid-19, « dont les effets se feront sentir pendant des décennies », selon le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé. La pandémie de Covid-19 aurait déjà fait plus d'un million de morts et la tragédie se poursuit. Le monde entier apprend à vivre avec ce virus, ce qui représente un défi sans équivalent.

Noël Ndong

« Il sera toujours aussi important, et même plus important, que nous soyons en mesure d'accroître notre capacité à soutenir les pays qui ont été laissés pour compte »

AFRIQUE DU SUD

Arrivée des premiers vaccins anti-Covid

L'Afrique du Sud, pays le plus touché du continent par l'épidémie de coronavirus, a reçu lundi sa première cargaison très attendue de vaccins contre le Covid-19, selon les images retransmises par la télévision publique SABC.

Cette arrivée va permettre le début d'une campagne de vaccination de masse, qui ciblera en priorité le personnel de santé. Les autorités prévoient à terme de vacciner d'ici la fin de l'année au moins 67% de la population, soit environ 40 millions de personnes.

La télévision publique SABC a montré le président Cyril Ramaphosa à l'aéroport international O.R. Tambo réceptionnant un million de doses du vaccin britannique AstraZeneca/Oxford, produit en Inde, tout juste sorties des soutes d'un avion. Une livraison de 500.000 doses supplémentaires est attendue au cours du mois de février. Les injections à environ 1,2 million de membres du personnel de santé commenceront d'ici environ deux semaines, après le passage du vaccin par une nécessaire quarantaine et des procédures ré-

glementaires et de vérification de qualité.

«L'arrivée du vaccin procure un grand espoir pour la remise sur pied économique et sociale de notre pays et, plus important, pour la santé de notre peuple», a déclaré le président Ramaphosa. Elle «va donner le signal d'une

Avec au moins 1,45 million d'infections recensées et plus de 44.000 décès, l'Afrique du Sud affiche le pire bilan en termes de nombres de cas et de décès sur le continent africain. Mais le pays n'a pas encore commencé à vacciner sa population, déclenchant des critiques sur la lenteur de l'approvisionne-

des pays plus riches, nous a contraint à mener des négociations longues et approfondies avec les fabricants, afin d'obtenir suffisamment de vaccins», a argumenté le président.

Le ministre sud-africain de la Santé, Zweli Mkhize, a annoncé ce weekend avoir réservé

mis en place par l'OMS, aux neuf millions de doses de celui développé par le laboratoire américain Johnson & Johnson et au 1,5 million de doses d'AstraZeneca/Oxford (dont le million reçues lundi).

L'Afrique a été relativement épargnée par la première vague de la pandémie de coronavirus, mais la hausse du nombre d'infections s'est récemment accélérée. Lundi, le continent recensait 3,6 millions de cas et 91.000 morts.

Seuls quelques pays africains - Seychelles, Maurice, le Maroc et l'Algérie, notamment - ont commencé à vacciner la population. A raison de deux doses par personnes, l'Afrique aura besoin de 1,5 milliard de doses pour vacciner 60% de ses habitants, environ 1,3 milliard d'habitants, pour un coût estimé entre 7 et 10 milliards de dollars.

Julia Ndeko avec AFP

«La demande mondiale sans précédent en doses de vaccins, ajoutée au pouvoir d'achat bien plus élevé des pays plus riches, nous a contraint à mener des négociations longues et approfondies avec les fabricants, afin d'obtenir suffisamment de vaccins»

campagne de vaccination de masse qui sera la plus ambitieuse et la plus vaste de l'histoire de notre pays», a-t-il ajouté.

ment et sur l'absence de stratégie. «La demande mondiale sans précédent en doses de vaccins, ajoutée au pouvoir d'achat bien plus élevé

20 millions de doses du vaccin Pfizer/BioNTech contre le Covid-19. Elles s'ajoutent aux 12 millions de doses de vaccins obtenues du système Covax

ONU

L'Union africaine salue la tenue du Forum de dialogue libyen

La Commission de l'Union africaine a salué dimanche le Forum de dialogue libyen (LPDF) facilité par les Nations unies, réitérant la volonté de la Commission de soutenir le processus de paix dans ce pays d'Afrique du Nord ravagé par la guerre.

Selon un communiqué de l'Union africaine publié lundi, Moussa Faki Mahamat, président du bloc panafricain de 55 membres, a fait l'éloge du Forum de dialogue libyen (LPDF) facilité par les Nations unies et du peuple libyen, alors que les délégués du LPDF commencent à voter du

1er au 5 février 2021 à Genève pour désigner les candidats qui serviront au sein d'un nouveau gouvernement intérimaire.

M. Mahamat s'est également félicité du «processus transparent de nomination des candidats destinés à siéger dans un nouveau gouvernement intérimaire unifié, qui comprend des postes pour le conseil présidentiel et le poste de Premier ministre, qui devraient superviser les élections nationales prévues pour le 25 décembre».

Il a également réitéré l'engagement continu de la Commission de l'Union africaine «à soutenir

et accompagner le peuple frère de Libye dans son chemin vers la paix, la réconciliation et la reconstruction».

La Libye est plongée dans une guerre civile depuis l'éviction et la mort de son ancien dirigeant Mouammar Kadhafi en 2011. La situation s'est aggravée en 2014, année qui a vu la division du pouvoir entre deux gouvernements rivaux, le gouvernement d'union nationale soutenu par l'ONU basé dans la capitale Tripoli, et un autre dans la ville du nord-est de Tobrouk, allié au commandant militaire Khalifa Haftar basé dans l'est du pays.

CENTRAFRIQUE

L'ONU déplore les combats le long de la principale voie d'accès d'aide humanitaire

Les combats qui se déroulent en ce moment le long de la principale route permettant d'accéder en République centrafricaine (RCA) depuis le Cameroun rendent de plus en plus difficile la livraison d'une aide humanitaire aux 2,3 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire, ont déclaré lundi des responsables humanitaires de l'ONU.

«Le niveau très élevé d'insécurité le long de la principale voie d'approvisionnement en provenance du Cameroun (la MSR1) ont provoqué une suspension des importations», a déclaré le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA). «Plus de 1.600 camions entrants, dont 500 transportaient des fournitures humanitaires, sont bloqués à la frontière depuis la mi-décembre», a ajouté l'OCHA.

Les organisations humanitaires commencent à signaler des pénuries critiques, y compris de nourriture et de kits de premiers soins, a déclaré l'OCHA.

La fermeture de cette voie d'approvisionnement a, en outre, entraîné une augmentation de 75 à 220 % des prix des produits alimentaires de base comme le manioc, l'huile, la viande et le riz sur plusieurs marchés du pays, y compris à Bangui, la capitale de la RCA. La suspension de la circulation des camions a également conduit à la fermeture de plusieurs autres marchés, a indiqué l'OCHA.

«Cela se produit dans un contexte d'insécurité alimentaire grave, 2,3 millions de personnes se trouvant déjà en situation d'insécurité alimentaire», a déclaré l'OCHA dans un communiqué.

«L'OCHA est très préoccupé par la détérioration de la situation humanitaire en RCA, qui a entraîné une augmentation des flux de personnes déplacées. Entre le 15 décembre et le 28 janvier, 226.000 personnes ont ainsi été déplacées de manière préventive à l'intérieur du pays. Parmi elles, 129.000 sont depuis rentrées chez elles, mais 97.000 restent déplacées», selon le communiqué.

Les agences humanitaires avaient initialement demandé 444,7 millions de dollars américains pour aider la RCA en 2021, mais il n'était à l'époque prévu d'aider que 1,84 million de personnes.

Xinhua

COVID-19

L'OMS et la FIFA font équipe pour promouvoir un accès équitable aux vaccins

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la FIFA, l'instance dirigeante du football mondial, ont annoncé lundi un partenariat visant à promouvoir un accès équitable aux vaccins, aux traitements et aux diagnostics dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Alors que la Coupe du monde des clubs de la FIFA 2020, qui a fait l'objet d'un report, doit commencer cette semaine au Qatar, la FIFA et l'OMS lancent une campagne de sensibilisation du public impliquant des footballeurs vedettes, qui incitent les gens à porter des masques, à prendre de la distance et à se laver les mains. Dans ces vidéos, les capitaines des équipes participant à la Coupe du

monde des clubs de cette année réitérent les étapes clés à suivre pour affronter et vaincre le Covid-19, en se concentrant sur les mains, les coudes, le visage, la distance, les symptômes, les masques et l'ouverture des fenêtres.

«L'équité est le fondement du football et de tous les autres sports, et il doit en être de même en matière de santé», a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS. «Les règles du défi posé par le Covid-19 sont simples : toutes les personnes exposées au risque de coronavirus dans tous les pays doivent avoir un accès équitable aux vaccins, aux traitements et aux diagnostics susceptibles de sauver des vies».

Le président de la FIFA, Gianni Infantino, a indiqué lors d'une vidéoconférence de pré-tournoi : «Nous appelons également la communauté internationale à #ACTogether (agir ensemble) pour garantir des conditions équitables d'accès aux vaccins, aux traitements et aux tests de diagnostic dans le monde entier». L'OMS et la FIFA ont signé en 2019 un protocole de collaboration de quatre ans pour promouvoir un mode de vie sain dans le monde entier grâce au football. Depuis, les deux organisations ont conjointement lancé une série de campagnes visant à promouvoir des mesures efficaces pour protéger les personnes contre le Covid-19.

SAHEL

Le Tchad envisage de jouer un rôle moteur contre le djihadisme

Le pays prendra la présidence tournante du G5 Sahel, une alliance régionale, au cours de ce mois. Convaincues d'une lourde mission qui les attend, ses autorités mettent actuellement en place une task force, chargée de bien piloter l'organisation, au moment même où leur pays s'appête à accueillir les 15 et 16 février à N'Djamena, un sommet sur la situation au Sahel. Une rencontre qui fera le point des opérations anti-djihadistes sur le terrain, et se penchera sur un éventuel redimensionnement de la force française Barkhane.

La France et certains de ses alliés de la région (Mauritanie, Burkina Faso, Mali, Niger) espèrent que sous la présidence tchadienne du G5 Sahel, les dirigeants du pays ne ménageront aucun effort pour que la lutte contre les groupes djihadistes se solde par des succès inéluctables. Ils misent sur le fait que l'armée tchadienne est essentielle dans la région: elle participe à la force multinationale mixte qui combat

troupes à la Mission des Nations unies au Mali (Minusma) et fait partie du G5 Sahel, qui a lancé en 2017 sa force conjointe pour lutter contre les groupes djihadistes aux côtés de Barkhane. Ce qui justifie tout l'intérêt porté sur le positionnement des renforts de son armée fortement attendu au Sahel, même si le pays lutte toujours en solitaire contre les islamistes sur son propre territoire. Quant à la France qui compte

dans la région, elle mise sur la montée en puissance des forces locales, surtout tchadiennes. Ainsi est toujours espéré le déploiement d'un nouveau bataillon tchadien dans la zone des trois frontières (Mali, Niger, Burkina Faso), promis il y a un an, mais qui se heurte à des retards.

L'armée tchadienne répond toujours avec force aux attaques terroristes
Pour permettre au pays d'être

l'armée tchadienne, un de ses principaux partenaires pour la sécurité régionale et la lutte contre le terrorisme au Sahel. Le geste a été salué par l'ambassadeur de France au Tchad, Bertrand Cochery, selon lequel ces armes ont été données, parce que ce pays a « toujours répondu à l'appel » de lutte contre les insurgés islamistes.

« *Il sait répondre avec force, courage et détermination aux attaques terroristes sur son propre territoire, comme sur l'ensemble de la bande sahélo-saharienne* », affirme le diplomate français, ajoutant que la cession de ces blindés montre une nouvelle fois la permanence et la solidarité de la France vis-à-vis du Tchad. « *Le rôle moteur que va dorénavant jouer le Tchad laisse présager la montée en puissance*

du G5 Sahel », commente, de son côté, un observateur dans la capitale tchadienne. Le soutien aux forces tchadiennes et régionales contre le terrorisme dans le Sahel s'avèrerait nécessaire si un engagement croissant des alliés européens de la France se concrétisait, ainsi que celui des Etats-Unis qui y fournissent de précieuses capacités de renseignement et de surveillance, du ravitaillement en vol et du transport logistique, pour un coût de 45 millions de dollars par an. Rappelons que pour avoir donné le meilleur de lui-même aux côtés des forces armées pour que la sous-région ne « replonge dans la profondeur de l'instabilité », l'actuel président tchadien, Idriss Déby, a été élevé au rang de maréchal par le Parlement de son pays.

Nestor N'Gampoula

« Il sait répondre avec force, courage et détermination aux attaques terroristes sur son propre territoire, comme sur l'ensemble de la bande sahélo-saharienne »

Boko Haram, désormais très établi dans le bassin du lac Tchad, à la frontière avec le Niger et le Cameroun. De plus, elle fournit des

procéder à un ajustement de sa force au Sahel, notamment la réduction de sa présence, huit ans après le début de l'intervention antijihadiste

à la hauteur de sa tâche, Paris a cédé récemment, au cours d'une cérémonie officielle à N'Djamena, neuf blindés légers ERC-90 Sagaie, à

TERRORISME

Al-Qaïda veut progresser vers le golfe de Guinée, avertit le patron de la DGSE

Al-Qaïda au Sahel développe actuellement un « projet d'expansion » vers le golfe de Guinée, en particulier la Côte d'Ivoire et le Bénin, a assuré le patron de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), Bernard Emié. Il s'agit-là d'un format inhabituel.

Le patron du renseignement extérieur français Bernard Emié, la ministre des Armées, Florence Parly, et le chef d'état-major, le général François Lecointre, se sont entretenus sur la base aérienne d'Orléans-Bricy, lors d'un « Comex », le Comité exécutif consacré aux questions de contre-terrorisme. Dans une rare intervention publique, Bernard Emié a montré des images d'une réunion, tenue en février 2020, rassemblant dans le centre du Mali les plus hauts responsables locaux de la centrale jihadiste.

« *L'objet de cette région était la préparation d'opérations de grande ampleur sur des bases militaires* », a affirmé le patron de la DGSE, sans fournir de détails. « *C'est là que les chefs d'Al-Qaïda au Sahel ont conçu leur projet d'expansion vers les pays du golfe de Guinée. Ceux-ci sont désormais des cibles et pour desserrer l'étau dans lequel ils sont pris et s'étendre vers le sud, les terroristes financent déjà des hommes qui se disséminent en Côte d'Ivoire ou au Bénin* », a-t-il ajouté. Sans ou-

blier « la Libye, le Yémen, la Somalie, le Mozambique et l'Afghanistan ».

Evoquant la présence du terrorisme en Afrique de l'ouest, Florence Parly a déclaré : « *Cet ennemi est là pour durer; se pense lui-même dans la durée* ». Pour elle, « *le terrorisme est la menace la plus meurtrière à laquelle nous faisons face* ». Elle a défendu l'idée d'un « combat intégral contre le terrorisme ». « *Des combattants ont également été envoyés aux confins du Nigeria, Niger et Tchad* », a poursuivi Bernard Emié.

Selon lui, étaient présents à la réunion de février 2020: Abdelmalek Droukdel, chef historique d'el-Qaïda au Maghreb islamique; Iyad Ag Ghaly, chef du groupe de soutien à l'islam et aux musulmans et l'un de ses fidèles adjoints; Amadou Koufa, chef de la katiba (unité de combattants) Macina. Droukdel a été éliminé en juin par les forces françaises dans le nord du Mali. Bernard Emié a expliqué, par exemple, qu'« *Iyad Ag Ghaly incarne la stratégie d'Al-Qaïda au Sahel. Ce n'est pas un homme*

qui pense le terrorisme, c'est un homme qui le pratique au quotidien. Il n'hésite pas à se mêler à ses troupes assoiffées de violence, il n'hésite pas à prendre lui-même les armes ». Le Sahel est en proie aux groupes jihadistes, liés soit à Al-Qaïda soit au groupe Etat islamique, et implantés dans des zones largement délaissés par les pouvoirs centraux. La France, dont la lutte contre-terrorisme demeure la principale préoccupation déploie 5 100 hommes dans cette région, depuis le lancement de l'opération Barkhane en 2014.

Le président Emmanuel Macron a confirmé en janvier que Paris s'appêtait à y « ajuster son effort », grâce aux « résultats obtenus » en 2020 et à « *l'intervention plus importante de nos partenaires européens* ».

La France fait monter la pression à deux semaines d'un sommet sur le Sahel (15 & 16 février), et décrit ici sa stratégie de contre-terrorisme, en marquant son refus de négocier avec les groupes armés.

Noël Ndong

DIPLOMATIE

Tête-à-tête entre Jean-Yves Le Drian et son homologue togolais, Robert Dussey

Le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, a reçu son homologue togolais, Robert Dussey, au Quai d'Orsay. Au menu de la rencontre, des questions d'intérêt commun liées à la coopération bilatérale et sujets régionaux et multilatéraux.

Les deux personnalités ont également évoqué la crise sanitaire, la nouvelle feuille de route gouvernementale et le Plan national de développement du Togo actualisé, en raison de l'impact de la pandémie de coronavirus.

Robert Dussey s'est félicité de l'engagement de la France au Togo. Il a qualifié son entretien avec Jean-Yves Le Drian, d'« excellent. *La République française est l'un des premiers bailleurs bilatéraux d'aide au développement au Togo* », a-t-il rappelé.

Quant à son homologue, il s'est félicité des engagements du président togolais, Faure Gnassingbé, pour la paix et la sécurité dans la sous-région ouest-africaine. Aussi a-t-il salué l'implication de Robert Dussey dans la signature du nouvel accord entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et l'Union européenne.

N.Nd.

UNION AFRICAINE

Concertation autour des objectifs de sécurité

La troisième réunion extraordinaire du Comité technique spécialisé sur la défense, la sûreté et la sécurité de l'Union africaine (CTSDSS) tenue virtuellement via la plateforme Zoom avec la participation du ministre congolais de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, et les délégués des Etats membres, le 30 janvier, s'est focalisée sur l'adoption de la doctrine de l'UA sur les opérations de soutien à la paix.

Cette rencontre des ministres de la Défense des Etats membres s'inscrit dans le cadre de l'objectif de l'UA de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent, dans le droit fil de l'architecture africaine de paix et de sécurité, en partenariat avec le Conseil de sécurité des Nations-unies.

Charles Richard Mondjo et ses homologues ont fait le point sur le document dit d'orientation de la doctrine sur les opérations de soutien à la paix, notamment l'examen des conclusions de la troisième réunion extraordinaire des chefs d'Etat-major des armées et des chefs des services de sécurité et de sûreté de l'Afrique tenue le 30 janvier, précédée de la réunion des experts tenue le 29 janvier 2021.

La doctrine de l'UA sur les opérations de soutien à la paix est



Le ministre Charles Richard Mondjo (à l'extrême droite au fond) et ses collaborateurs/Adiac en réunion.

une codification des principes pratiques et approches de base qui guide les opérations de soutien à la paix. Cette théorie s'appuie sur les principes suivants : leadership de l'UA ; primauté de la politique ; non indifférence ; consentement ; légitimité ;

crédibilité ; recours à la force et conformité aux normes de conduite.

Pour le directeur des opérations de l'Etat-major, le général de brigade François Osselé, il s'agit d'un document qui rappelle tout le contexte des opérations de

soutien à la paix, notamment tous les défis sécuritaires qui sont les nôtres ; un document qui aborde également toutes les questions liées aux principes de base de toutes les opérations sur lesquelles nous devons nous fonder. Et troisièmement,

ce document définit les parties prenantes de toutes les opérations et, enfin, il termine sur un sujet important lié au critère de succès qu'il faut pour que ces opérations soient efficaces et puissent nous permettre de relever le défi.

Par ailleurs, a-t-il poursuivi, ce document qui, désormais, va permettre à toutes les communautés économiques régionales, à savoir les mécanismes régionaux de pouvoir désormais assurer la formation de nos hommes, ensuite engager la conduite de nos opérations de soutien à la paix.

A noter que ce document de grande importance qui a été adopté par les ministres de la Défense des Etats-membres de l'UA sera soumis à l'approbation des chefs d'Etat de l'UA à l'occasion du sommet de février 2021.

Guillaume Ondze

SOUDAN DU SUD

Une commission de l'ONU salue la création d'un tribunal hybride

La Cour hybride de l'Union africaine (UA) permettra de juger les crimes de guerre commis pendant les années de conflit.

La Commission des droits de l'homme des Nations unies sur le Sud-Soudan a salué, le 1er février, la décision prise par Juba d'approuver la création d'une Cour hybride de l'UA, inscrite dans l'accord de paix actualisé de 2018, pour juger les crimes de guerre commis pendant plus de six ans de conflit.

Selon les enquêteurs indépendants onusiens, cette volonté politique, en faveur de l'instauration d'une justice de transition, doit se traduire par des résultats pour les victimes.

« Après plus de deux ans de retard, le gouvernement a enfin pris les premières mesures pour lancer les principales mesures de justice transitionnelle afin de remédier aux graves violations des droits de l'homme commises au Soudan du Sud », a déclaré dans un communiqué, la présidente de la Commission, Yasmin Sooka.

Si le gouvernement sud-soudanais veut conserver « une quelconque crédibilité », les enquêteurs attendent « des résultats tangibles et authentiques ».

Plus important encore, le gouvernement doit mener à bien tous les processus de reconstitution de l'Assemblée législative nationale de transition, qui doit promulguer la législation nationale, pour établir les trois mécanismes de justice transitionnelle dans le cadre

de l'accord de 2018.

Pour les enquêteurs onusiens, l'urgence est désormais de prendre des mesures immédiates pour la signature du protocole d'accord avec l'Union africaine et adopter le projet de statut innovant cette cour.

« Le gouvernement devrait également lancer de larges consultations nationales et inclusives, afin que les Sud-Soudanais puissent contribuer à la formation des autres processus de justice transitionnelle, en particulier la Commission de vérité », a déclaré Barney Afaiko, membre de la commission de l'ONU.

Il s'agit-là pour Juba, de s'acquitter de ses obligations, notamment en accordant la priorité à la mise en place de mesures urgentes de réparation pour remédier aux préjudices et aux pertes subis par les victimes et les communautés. Le non-respect des échéances de l'accord de 2018, « une impasse politique particulièrement prolongée », a retardé la formation du nouveau gouvernement et l'achèvement des nominations clés, empêchant la mise en place des mécanismes de justice transitionnelle.

« Ces retards ont fait que les causes et facteurs sous-jacents du conflit, notamment la concurrence pour les ressources, le contrôle territo-

rial et l'influence politique, ont continué à alimenter les conflits localisés, la corruption rampante et les crimes économiques au Soudan du Sud », a indiqué l'expert, Andrew Clapham.

« Pendant ce temps, les responsables de crimes de guerre et de violations continues des droits de l'homme ont été encouragés par un système qui permet l'impunité de la torture, des disparitions forcées et des crimes d'atrocité », a-t-il ajouté. Or pour les experts de l'Onu, l'absence de reddition des comptes « sape le tissu social ».

Une situation qui engendre « le ressentiment et retarde les perspectives de réconciliation et de guérison, alors que les victimes continuent également à supporter de multiples charges liées aux conséquences physiques, psychologiques et socio-économiques des violations ». Pour la Commission, le retard dans la mise en place de ces institutions a privé la population sud-soudanaise de la possibilité d'atteindre une paix durable. Outre la création d'un tribunal hybride, Juba a également relancé la création d'une Commission pour la vérité et réconciliation, ainsi que l'autorité de compensation, qui gèrera un fonds de réparation et d'assistance aux victimes.

Josiane Mambou Loukoula

LIBYE

Les élections nationales fixées au 24 décembre

Au deuxième jour de conclave, les délégations libyennes ont fixé le calendrier de la tenue des élections nationales, mais la quête d'une autorité de transition se poursuit.

Depuis lundi, 75 délégués libyens sont réunis à Genève, sous l'égide de l'Organisation des Nations unies(ONU), pour choisir un Premier ministre et un conseil présidentiel: ce nouvel exécutif aura pour tâche de diriger le pays jusqu'aux élections, en décembre prochain.

Au début de la réunion, l'émissaire provisoire de l'ONU pour la Libye a salué une « résolution admirable » des 75 membres du Forum sur le dialogue politique libyen

« Vous avez fixé de façon indélébile le calendrier de la tenue des élections nationales au 24 décembre de cette année. Cette décision a été saluée par une écrasante majorité de vos compatriotes, et c'est un engagement qui doit être honoré à tout prix », a déclaré Stephanie Williams, représentante spéciale adjointe du secrétaire général des Nations unies pour la Libye.

Ces cinq jours de discussions à Genève débutent, alors que la rivalité bat son plein à Tripoli entre Fayez el-Sarraj, le Premier ministre démissionnaire du Gouvernement d'union nationale (GNA), et Fathi Bachagha, l'actuel ministre de l'Intérieur.

Depuis dimanche, les milices fidèles à Fayez el-Sarraj ont une nouvelle fois refusé le processus politique initié par l'Organisation. Des centaines de véhicules militaires ont ainsi convergé vers Tripoli, appelant Fayez el-Sarraj à former un nouveau gouvernement d'union nationale.

Le camp de Fathi Bachagha, candidat le plus en vue pour le poste de Premier ministre a aussitôt réagi avec des milices venues de Misrata. Cette tension entre les milices de Tripoli et Misrata n'est pas nouvelle, et pourrait bien fragiliser le dialogue en cours à Genève.

Le dernier rapport sur la Libye met en garde contre un échec possible du processus politique. Selon les experts de l'organisation International crisis group, les différentes factions armées « possèdent les moyens politique, militaire et financier » pour « spolier le vote de Genève ou refuser ses résultats ».

J.M.L.

CINÉMA

Les cinéastes veulent rehausser le 7^e art congolais

Une structure dénommée « Le Mbongui » a été mise en place, le 30 janvier à Brazzaville, par les cinéastes congolais en vue de rendre le cinéma national plus compétitif.



Les cinéastes congolais à la conférence de presse

Le Mbongui est une association regroupant des acteurs du secteur de la cinématographie du Congo. Sa sortie officielle aura lieu dans les prochains jours. Cette organisation a pour but de soutenir l'œuvre cinématographique, de défendre les intérêts des cinéastes auprès des pouvoirs publics, de contribuer à la formation des cinéastes, de produire et garantir la qualité de l'œuvre cinématographique.

« Ensemble nous pouvons trouver des outils pour favoriser les productions lourdes et compétitives. Nous allons nous battre à relancer l'industrie qui existe déjà mais qui n'est pas au niveau que nous aimerions qu'elle soit. Nous devons porter le cinéma congolais à un niveau international. Nous allons travailler

sur des projets, produire des films et aller à la rencontre des pouvoirs publics », ont signifié les cinéastes tout en sollicitant un accompagnement de l'Etat. Nous voulons être diffusés par nos télévisions locales et aussi à l'international. Il y a des chaînes de télévisions qui cherchent les produits de qualité, la qualité se fait avec des moyens financiers ; qui dit moyens financiers ne dit pas forcément la poche des producteurs, ni de l'association. Les moyens c'est l'Etat. L'Etat doit nous aider à les réaliser », ont-ils indiqué.

Ils se sont en outre engagés « à produire des films de qualité pour convaincre. Nous avons la matière, ensemble on se fait entendre et nous trouverons des

solutions aux problèmes qui minent cet art. Nous avons besoin des espaces, des salles de cinéma pour montrer nos réalisations. Nos films sont projetés ailleurs parce que les télévisions nationales ne les achètent pas ». L'association Le Mbongui a été créée à Brazzaville à l'issue d'une assemblée générale tenue le 16 mars 2020. Elle vise à consolider la solidarité, la cohérence sociale, la compréhension mutuelle et la paix par le septième art ; à œuvrer au développement du cinéma au Congo, en Afrique et dans le monde. Par ailleurs, couvrir à moyen terme la production cinématographique à l'échelle nationale ; exporter à long terme la production et les œuvres à l'échelle internationale font également partie des objectifs de cette association.

Rosalie Bindika

LIVRE

« Femmes et petits commerces du fleuve Congo entre Brazzaville et Kinshasa », un essai de Gaston M'Bemba-Ndoumba

L'essayiste congolais érige un pont à partir des travaux de recherches croisés concernant les échanges commerciaux des femmes commerçantes de Brazzaville, rive droite du fleuve Congo, et Kinshasa, la rive gauche.

Dans ses travaux consignés dans son nouvel ouvrage, Gaston M'Bemba-Ndoumba reproduit le constat naturel faisant de Brazzaville et Kinshasa, deux capitales les plus rapprochées du monde. Seul le fleuve Congo les sépare sur cinq kilomètres. De part et d'autre, un seul et même peuple qui vibre au son de la musique congolaise, apprécie la S.A.P.E., parle des langues sœurs et doit l'essentiel de ses échanges à des femmes qui franchissent le fleuve chaque jour, chargées de leurs marchandises.

Ce livre, « Femmes et petits commerces du fleuve Congo entre Brazzaville et Kinshasa », est consacré à ces commerçantes qui travaillent sans compter et font face à mille tracasseries. Ce sont elles qui servent

de pont entre ces deux capitales : « Kinshasa, qui ne dort jamais et Brazzaville, l'ancienne capitale de la France libre ».

Gaston M'Bemba-Ndoumba est essayiste. Il est l'auteur de plusieurs livres consacrés notamment à la pratique de la dépigmentation de la peau chez les Noirs, à la sorcellerie, à l'école d'expression française en Afrique et à la musique congolaise, autant d'ouvrages qui l'ont conduit à réaliser de nombreuses enquêtes de terrain, en Afrique et en France. Il est également romancier et travaille pour le compte de la mairie de Paris.

Marie Alfred Ngoma



FONDATION
GOTÈNE



CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE



Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX^e siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

84, Bd Denis Sassou Nguesso
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

fondationmarcelgotene@gmail.com
www.fondationgotene.com

NÉCROLOGIE

Le vice-amiral Jean Dominique Okemba informe parents, amis et connaissances, que la dépouille mortelle de sa sœur cadette, Okemba Niatsini Emilienne arrive le 5 février 2021 à l'aéroport international d'Ollombo en provenance d'Afrique du Sud. Le vice-amiral Jean Dominique Okemba et familles, renouvellent leurs fraternels remerciements à tous ceux qui continuent à leur manifester soutien et compassion.



1^{er} février 2019 –
1^{er} février 2021,
Deux ans déjà que l'Eternel a rappelé à lui notre sœur aînée, mère et fille, Lydie Sylvie Patricia Youdi.
Que tous ceux qui l'ont connue aient une pensée pieuse en sa mémoire. Nous ne t'oublierons pas. Lydie repose en paix.



MUSIQUE

Le rappeur Young Ace Wayé invité à travailler davantage

Le lauréat Prix Découvertes Rfi 2020, l'artiste rappeur congolais Young Ace Wayé a été félicité, le 29 janvier, par le ministre de la Culture et des Arts, Dieudonné Moyongo, d'avoir honoré le pays en remportant ce prix.

C'est son single Mbok'Oyo, extrait de son album à venir, tourné exclusivement à Brazzaville, relatant les réalités quotidiennes du Congo, sorti en décembre 2019, qui lui a valu ce prix, celui-ci entre à la 130^e place au Top 200 du Hip-Hop Français sur iTunes.

Le ministre de la Culture et des Arts l'a exhorté à faire du travail sa seconde religion. Il lui a rassuré de l'accompagnement et de l'implication du ministère de la Culture dans sa carrière musicale. « Ce titre nous a permis de gagner le prix, parce que c'est un titre qui parle à tout le monde, à chaque Congolais, peu importe les générations. », a indiqué l'artiste.

Rolf Derly Nganga Ngouanou plus connu sous son nom d'artiste Young Ace Wayé est né à Brazzaville au Congo, il est le quatrième artiste congolais à avoir remporté ce prix découverte RFI, 36 ans après les artistes, Casimir Zoba dit Zao ; Mav Cacharel et Nzongo Soul. Un sacre qui va lui ouvrir les



portes d'une promotion internationale. Young Ace a décroché deux fois successivement les Beat Street Awards en 2016 dans la catégorie Révélation Masculine, en 2017, la Mixtape urbaine avec une mixtape intitulée « Kontrol ».

L'artiste Young Ace Wayé reçu par le ministre de la culture et des arts, Dieudonné Moyongo DR « Le Prix Découvertes RFI, c'est quelque chose qu'on n'avait pas gagné depuis longtemps, c'est une joie qu'on a su communiquer au peuple congolais, on a une lourde responsabilité sur les épaules, c'est de porter toutes les couleurs de notre drapeau au niveau international. On a le droit sinon le devoir de travailler beaucoup plus pour prouver de quoi est capable la musique congolaise, c'est un défi de taille qu'on doit relever », a-t-il dit. Son single « Le Bord La » sorti

en novembre 2018 connaît un grand succès et le fait propulser sur la scène nationale. La même année, il participe au Douala Hip-Hop Festival. Le 30 avril 2019, il sort un EP intitulé Alpha Charlie Echo qui lui ouvre les portes d'African Music Forum, un rendez-vous des professionnels de la musique, puis au festival Mboté Hip-Hop. L'artiste travaille sur sa tournée africaine et sur son concert qu'il livrera à Paris. Le rappeur congolais se prépare également à sortir son premier album intitulé Ambition, dans lequel il rendra hommage à la culture africaine et congolaise.

Après ses études primaires au Burkina Faso, Young Ace Wayé rentre au Congo avec sa famille en 2003, où il poursuit ses études. Titulaire d'un National Diploma en Génie Minier obtenu en Afrique du Sud, il a travaillé en tant que steward à Eclair, la compagnie aérienne nationale congolaise, avant de se consacrer finalement à la musique en 2015.

Rosalie Bindika

CONFÉDÉRATION AFRICAINE DE FOOTBALL

Ahmad Ahmad revient aux affaires

Le président en exercice de la Confédération africaine de football (CAF) a retrouvé ses fonctions grâce à la décision rendue, le 29 janvier, par le Tribunal arbitral du sport (TAS), suspendant la sanction prononcée par la Chambre de jugement de la Fédération internationale de football association (Fifa) à son encontre.

Son interdiction d'exercer toute activité liée au football professionnel de cinq ans prononcée par la Chambre de jugement de la commission d'éthique indépendante de la Fifa n'a finalement duré que deux mois et demi avant que le président de la CAF ne retrouve ses fonctions. Il va être visible dans les tribunes des stades camerounais lors des demi-finales et de la finale du Championnat d'Afrique des nations. Durant sa suspension, son intérim était assuré par Constant Omari. Réuni en vidéo-conférence le 31 janvier,



Ahmad Ahmad, président de la CAF

le Comité d'urgence de la CAF a simplement pris acte de la décision du TAS.

Et à Ahmad Ahmad de témoigner sa reconnaissance. « Je remercie chaleureusement Constant Omari d'avoir assuré la présidence ces dernières semaines. Il a notamment mis en œuvre avec brio l'organisation du Chan Total Cameroun 2020. Je vais mener à son terme cette magnifique compétition, et permettre que le football, comme toujours, triomphe », a commenté le président de la CAF.

L'envie de poursuivre les réformes administratives et sportives afin de permettre à l'institution d'élever ses standards

vers plus d'excellence semble bien motiver le Malgache à briguer un second mandat à la présidence de la CAF devant les concurrents comme l'Ivoirien Jacques Anouma, le Sud-Africain Patrice Motsepe, le Sénégalais Augustin Senghor et le Mauritanien Ahmed Yahya.

Le communiqué de presse de la CAF a confirmé la volonté d'Ahmad Ahmad de saisir le 1er février la Commission de la gouvernance de la CAF concernant sa candidature. Le TAS doit examiner son cas le 2 mars et se prononcer avant le 12 mars, date prévue pour les élections à la présidence de la CAF.

James Golden Eloué

CHAMPIONNAT NATIONAL DE FOOTBALL LIGUE1

L'AS Cheminots et Nathaly's remportent les premiers points à domicile

Le championnat national de football Ligue1, démarré le 30 janvier sur toute l'étendue du territoire national, s'est poursuivi à Pointe-Noire le lendemain au Complexe sportif avec deux rencontres qui ont respectivement souri à l'AS Cheminots et au FC Nathaly's.

Contre toute attente, l'AS Cheminots qui a confirmé ses documents de participation au championnat deux jours avant le match a sauvé sa peau. Le retard causé par les dirigeants de l'équipe n'a pas entamé le moral des joueurs du KM4 qui se sont imposés 2 buts à 1 face à Nico-Nicoyé de la même ville. Une victoire qui reconforte l'ensemble des acteurs de cette équipe.

En deuxième explication, le promu de la compétition, le FC Nathaly's a eu raison de Patronage de Brazzaville sur le score de 2 buts à 0. L'AS Cheminots et Nathaly's prennent l'avantage à domicile en attendant la deuxième journée.

De son côté, V Club Mokanda en déplacement s'est incliné, 0-1, face à l'AC Léopards de Dolisie.

Charlem Léac Itoua

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Matches du 6^e tour « voie des amateurs »

Le Mans et Durel Avounou, titulaire, chutent chez les Voltigeurs de Châteaubriant, pensionnaires de N2, sur le plus petit des scores.

Chris Bitsamou, remplacé à la 81^e, et Exaucé Ngassaki étaient associés, le premier à gauche et le second dans l'axe, lors de la qualification de Chamalières (N2) face à Beaumont (R2), sur le score de 2-0. Auteur du premier but de la tête à la 11^e, Ngassaki est passeur sur le second à la 75^e.

Sans Jean-Bryan Boukaka, Evian-Thonon Grand-Genève élimine le FC Goal (2-1).

Dalphin Bassompa et son club de l'Elvinoise Foot s'inclinent sur le terrain de l'US Montagnarde (0-1).

Dorian Samba était titulaire lors de la victoire du Bourges 18 face au FC Bourges (3-2). Orphany Donga et Elvy Passy étaient absents lors de ce derby.

Qualification sur tapis vert de l'US Boulogne (Herman Moussaki et Cédric Odzoumo) après le forfait de l'US Tourcoing.

Juvrel Loumingou était titulaire en défense lors de la qualification de Trélisac à Buxerolles (4-1). Christopher Ibayi n'était pas sur la feuille de match.

Match en retard du 5^e tour

Titulaire, Pythocles Bazolo a inscrit son premier but sous le maillot du Red Star : le milieu offensif, aligné à gauche, a doublé la mise à la 57^e pour son club, bourreau de Le Mée (4-1).

Camille Delourme

« Je remercie chaleureusement Constant Omari d'avoir assuré la présidence ces dernières semaines. Il a notamment mis en œuvre avec brio l'organisation du Chan Total Cameroun 2020. Je vais mener à son terme cette magnifique compétition, et permettre que le football, comme toujours, triomphe »

MIGRATIONS FORCÉES

Plus de quatre vingt dix mille réfugiés vivent en RDC

Le nombre de réfugiés arrivés en République démocratique du Congo a atteint désormais quatre-vingt-douze mille, selon les autorités locales, et environ treize mille deux cent quarante personnes ont par ailleurs rejoint le Cameroun, le Tchad et le Congo, depuis l'éruption des violences en décembre 2020 avant l'élection présidentielle en RCA. Les réfugiés continuent d'affluer.

Selon le HCR qui cite le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), environ cent mille personnes sont déplacées internes en RCA. L'instabilité persistante entrave les efforts d'aide humanitaire et pose des difficultés pour accéder auprès des déplacés internes. La route principale habituellement empruntée pour ravitailler Bangui a été fermée.

En RDC, les nouveaux arrivants ont traversé les rivières Oubangui, Mbomou et Uélé qui constituent la frontière naturelle du pays avec la République centrafricaine et d'autres sont arrivés dans quarante localités au sein des provinces du Nord-Oubangui, du Sud-Oubangui et du Bas-Uélé.

Le HCR prévient que des dizaines de milliers des réfugiés et personnes déplacées vivent dans des conditions effroyables. Suite à l'insécurité grandissante, l'agence onusienne n'arrive pas à ap-



Des réfugiés/Alexis Huquet/AFP

porter comme il faut son assistance. « Des groupes armés se trouveraient dans les sites de Batangafo et Bria où des communautés déplacées ont trouvé abri - un signe de violation manifeste de la nature humanitaire et civile de ces sites. Cette présence compromet fortement la protection des personnes déplacées, qui risquent le recrutement forcé, la restriction de mouvement, l'extorsion ou les menaces », indique le HCR.

Appel à la mobilisation des fonds

Le financement du travail du HCR pour l'aide humanitaire est déjà dramatiquement faible, alors que le nombre de réfugiés et leurs besoins continuent de croître. « Nos besoins en financements pour l'aide aux réfugiés centrafricains en 2021 s'élèvent à cent cinquante-un millions de dollars et sont actuellement financés à hauteur de 2% seulement. Les besoins devraient encore

croître du fait des tout derniers déplacements », souligne le HCR qui appelle d'urgence la communauté internationale « à mobiliser des fonds, afin que les organisations humanitaires puissent fournir une aide vitale aux réfugiés centrafricains et à leurs hôtes ». L'agence onusienne précise par ailleurs qu'à cause des longues distances et des routes impraticables, l'acheminement de l'aide humanitaire prend du temps pour les livraisons auprès des

personnes dans le besoin. Le HCR distribue déjà des articles de secours aux familles les plus vulnérables dans la province du Sud-Oubangui, alors que du matériel d'aide supplémentaire est arrivé la semaine dernière dans les provinces du Nord-Oubangui et du Bas-Uélé.

Les réfugiés ont d'urgence besoin de nourriture et d'abris, d'eau potable, d'articles de première nécessité, de matériel d'hygiène et de soins de santé pour prévenir la propagation de Covid-19 et d'autres maladies. Ils ont également besoin de documents d'identité.

Le HCR procède à l'enregistrement biométrique quotidien de près de mille nouveaux arrivants, ce qui permet d'identifier les personnes vulnérables. Le HCR travaille étroitement avec les autorités, intensifie les activités d'enregistrement et met à jour les statistiques sur la population grâce aux enregistrements.

Blandine Lusimana

COOPÉRATION

De nouveaux projets d'infrastructures en voie d'être conclus entre la RDC et l'Égypte

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, est attendu dans les prochaines heures au Caire où quelques contrats sont en passe d'être signés entre la RDC et l'Égypte.

Outre sa rencontre en tête-à-tête avec son homologue égyptien, Abdel Fattah el-Sissi, le chef de l'Etat congolais se chargera d'officialiser une série de projets initiés depuis janvier 2020 sous la houlette du Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) visant le développement intégré des provinces congolaises.

Il s'agit, à en croire le conseiller principal en économie et finances, Marcelin Bilomba, de quatre projets d'infrastructures pour lesquels un portefeuille de 400 millions de dollars a été alloué avec le concours d'afreximbank dont la RDC est dorénavant membre. Interconnecter les provinces entre elles et la ville de Kinshasa tout en favorisant une fluidité du commerce à l'intérieur du territoire national, telle est la finalité de cette approche progressiste dont les fondements ont été posés récemment par les experts de deux pays. L'ouverture imminente des grands chantiers repartis dans les six zones du territoire national retenues

(Grand Kasai, Grand Bandundu, Grand Equateur, Grand Katanga, l'ex Province orientale et l'Est du pays), pourra impacter positivement sur le reste du pays.

De la construction d'une route à péage longue de 185 Km sur l'axe Mbuji-Mayi-Kananga à l'érection d'un port moderne à Ndomba (à 30 Km de la route nationale n°1) en passant par la construction d'une Centrale photovoltaïque de 10 Mégawatts au Kasai-Oriental, ou encore, à l'aménagement d'une Centrale de traitement d'eau potable censée produire 60.000 m³ d'eau/jour sur la rivière Lubi aux confins du Sankuru et du Kasai-Oriental, tous ces différents projets seront pilotés par des entreprises égyptiennes triées sur le volet en raison de 70% de participation. Les 30% restants seront, quant à eux, réservés aux sociétés congolaises de sorte à leur garantir ainsi qu'aux entrepreneurs locaux l'accès auxdits projets.

Alain Diasso

ENJEUX DE L'HEURE

Vers une réduction des portefeuilles au prochain gouvernement

Le nombre des ministres devrait passer de 65 à 45 conformément à la volonté du chef de l'Etat.

Lors d'un entretien relayé, le lundi 1er février sur RFI, l'informateur nommé par le président Félix Tshisekedi, Modeste Bahati Lukwebo a avancé le chiffre de 45 postes ministériels retenus pour le prochain gouvernement dont « une trentaine de ministres avec quelques vice-ministres ». Il a affirmé que la taille de la prochaine équipe gouvernementale sera réduite par rapport à l'actuelle qui en compte 65 conformément à la volonté du Chef de l'Etat.

Selon Modeste Bahati, la réduction de la taille du gouvernement est le souhait de plusieurs acteurs qui n'ont cessé d'exiger la diminution du train de vie des institutions politiques notamment l'exécutif national. « On ne peut pas s'attendre à avoir un gouvernement de 65 membres comme c'est le cas aujourd'hui », a-t-il dit sans exclure des mécontentements au sein de l'Union sacrée pour la nation.

En outre, après la démission du Premier ministre Ilunkamba, certains échos font état de la nomination d'un nouveau Premier ministre avant le 10 février. A ce sujet, l'informateur Modeste Bahati refuse l'étiquette de favori à ce poste que lui colle une certaine opinion.

Jules Tambwe Itagali

« On ne peut pas s'attendre à avoir un gouvernement de 65 membres comme c'est le cas aujourd'hui »

AFFAIRES FONCIÈRES

Le satisfecit du ministre Sakombi sur la numérisation des titres fonciers en RDC

Au cours de son allocution prononcée dernièrement lors de la cérémonie des échanges des vœux avec les cadres et agents de son ministère, le ministre des Affaires foncières, Aimé Molendo Sakombi, s'est dit satisfait du projet de la numérisation et de la sécurisation des titres fonciers et immobiliers, adopté en Conseil des ministres en décembre 2020.

« Nous pouvons donc nous satisfaire du fait que c'est sous notre règne que les Affaires foncières sont entrées dans l'ère de la modernité », a déclaré le ministre des Affaires foncières tout en ajoutant que le projet de la numérisation et de la sécurisation des titres fonciers est déjà effectif en RDC à travers le lancement de la campagne de « titrement des biens fonciers et immobiliers du domaine privé de l'Etat sous affectation des entreprises publiques »

A en croire le ministre Sakombi cité par l'agence congolaise de presse, cette campagne mettra non seulement fin à la fraude mais aussi elle va freiner, une fois pour toutes, la course effrénée à l'enrichissement illicite de certains cadres.

Le patron des Affaires foncières a, par ailleurs, annoncé que la campagne imminente de mise à niveau des connaissances dans les provinces du Lualaba, Haut-Katanga, Tanganyika, Nord-Kivu et Sud-Kivu procède de cette volonté de propulser les Affaires foncières dans



cette dynamique de modernisation.

Les acquis de 2020

Deux acquis importants sont à mettre à l'actif du ministre Sakombi pour l'année qui vient de s'achever. Il s'agit de la signature du contrat de numérisation du cadastre foncier avec l'entreprise turque Harmiad et

la bancarisation de toutes les opérations foncières et immobilières supérieures à dix mille dollars américains qui permettra un recouvrement juste et aisé des redevances dues à l'Etat, une traçabilité améliorée et une sécurité renforcée.

Il est à noter que d'autres faits positifs ont été réalisés par le ministre des Affaires

foncières durant 2020. Il s'agit notamment des arrêtés afférents aux « biens sans maîtres » qui sont définitivement éradiqués, de l'homologation des diplômes de l'Ecole nationale du cadastre et des titres immobiliers par l'Enseignement supérieur et universitaire.

La création de la commission chargée de la révision de la

mercuriale, l'encadrement des droits proportionnels relatifs aux crédits hypothécaires ainsi que le vaste projet de mise en valeur de la corniche de la baie de Ngalima sont autant des réalisations du ministre Sakombi.

Tout en demandant aux cadres et agents des Affaires foncières de respecter l'acte d'engagement qu'ils avaient signé, il y a une année, portant sur certaines valeurs, le ministre Sakombi a souligné que son objectif conformément à la vision du chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, est de faire de la numérisation un des piliers du développement de la RDC. « Notre objectif est de propulser l'administration foncière congolaise au diapason de ses pairs des pays voisins qui réalisent des résultats autrement plus significatifs que les nôtres. Ces outils nous permettront donc de rattraper notre déficit, en augmentant sensiblement notre apport à l'assiette fiscale nationale », a-t-il fait savoir.

Blandine Lusimana

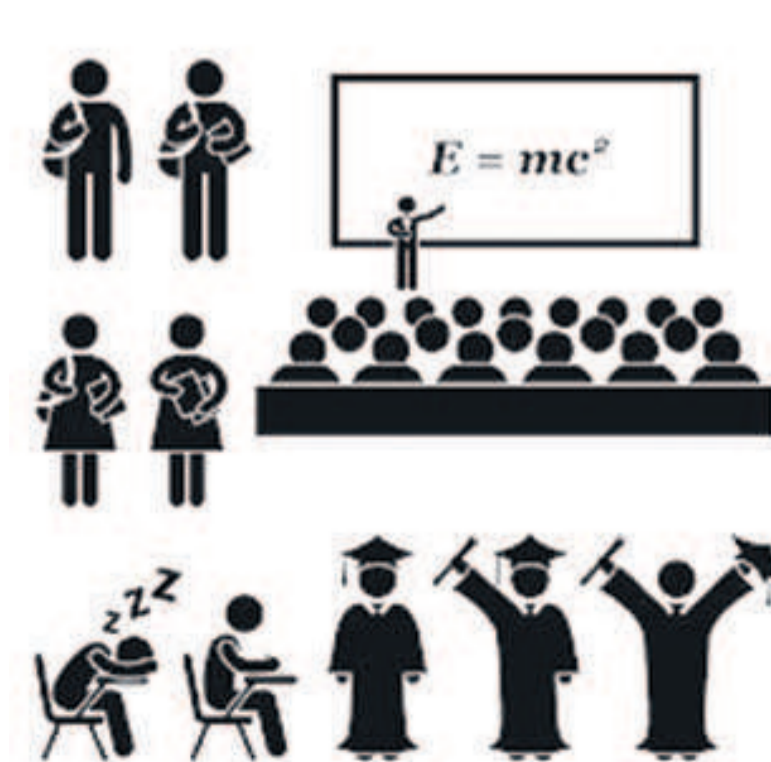
ENSEIGNEMENT

La reprise des activités académiques autorisée dans treize provinces

Il s'agit des quatre entités qui ne sont pas touchées par la covid-19 et de neuf autres qui n'ont pas notifié des cas depuis plus de quatorze jours.

Dans une note circulaire, le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), Thomas Luhaka, autorise la reprise des activités académiques dans treize provinces sur les vingt-six que compte le pays. Dans ce nombre, quatre de ces provinces ne sont pas touchées par la covid-19 alors que neuf d'entre elles n'ont pas notifié des cas depuis plus de quatorze jours.

Les entités concernées par la reprise des enseignements en présentiel sont les provinces de Mai-Ndombe de Mongala, de Lomami, de Sankuru, toutes quatre non affectées, ainsi que de Kwango, de Kwilu, de Sud-Ubangi, de Kasai, de Kasai-Central, de Tshuapa,



de Maniema, de Tanganyika et de Haut-Lomami.

Les autres provinces dont le nombre de cas sont en hausse continue doivent encore attendre.

Il est rappelé que cette décision du ministre de l'ESU a été prise après des réunions avec tous les partenaires ainsi que les services concernés dans la riposte contre la pandémie à coronavirus dont la deuxième vague avait conduit à la suspension des activités académiques depuis le 18 décembre 2020.

Selon cette décision du ministre Thomas Luhaka, la reprise d'enseignements est graduelle. Pour l'année académique 2020-2021 débutée

en mi-décembre 2020, le feu vert pour le début des cours avait été donné aux provinces non affectées par la covid-19 et à celles qui n'ont pas notifié des cas les 14 derniers jours (Du 7 au 21 janvier). Alors que pour l'année académique 2019-2020, la reprise des délibérations et l'organisation des défenses des mémoires et des soutenances de thèses de doctorat sont autorisées pour toutes les provinces. Mais seules les provinces non touchées par la covid-19 et celles n'ayant pas enregistré de cas les quatorze derniers jours peuvent organiser des sessions d'examen pour clôturer l'année.

Lucien Dianzenza

SÉNAT

La justice réclame la tête de Thambwe Muamba, le bureau s'oppose

En plus d'une pétition qui vise le bureau du Sénat, le procureur général près la Cour de cassation vient d'adresser un réquisitoire aux membres du bureau de la Chambre haute du Parlement aux fins d'obtenir leur autorisation d'instruction en vue d'enquêter sur les allégations de détournements des fonds à charge du président de cette institution. Mais, en urgence, le bureau de l'institution s'oppose à cette action de la justice.

Dans ce réquisitoire signé le 1er février et transmis le même jour au bureau du Sénat congolais, le procureur général (PG) près la Cour de cassation dit avoir adressé ce document au bureau de la Chambre haute du Parlement congolais « aux fins de poser des actes d'instruction à charge de M. Alexis Thambwe Muamba, président du Sénat ».

Evoquant les faits qui justifient cette action, le PG fait observer que le 6 janvier 2021 le président du Sénat congolais a tiré pour le compte de la Chambre haute du Parlement trois chèques d'un import respectif de deux millions d'euros, un million de dollars américains et un million de Francs congolais. Et de noter que le trésorier du Sénat, qui avait retiré ces sommes d'argent à la Banque commerciale du Congo, a remis les deux sommes en devises étrangères (deux millions

d'euros, un million de dollars américains) au conseiller financier du questeur de cette institution. Ce dernier, à son tour, aurait remis ces sommes au président du Sénat, Alexis Thambwe Muamba, à sa résidence. « D'où l'ouverture du présent dossier », fait savoir ce haut magistrat.

Pour le PG, en effet, les faits tels qu'exposés « sont susceptibles de constituer l'infraction de détournement des deniers publics, prévue et punie par l'article 145 du code pénal livre II tel que modifié à ce jour ».

Et, tirant la conclusion de ces faits, le PG, qui a sollicité cette autorisation de l'instruction à charge du président du Sénat congolais, pour détournement des deniers publics, note qu'étant donné la gravité au regard des montants perçus par Alexis Thambwe Muamba, et la nécessité de décourager ce genre de



Thambwe Muamba

comportement, il est impérieux que celui-ci puisse donner sa version des faits, et présenter ses moyens de défense.

Une pétition contre le bureau du Sénat

Parallèlement à cette action judiciaire, il est indiqué une action interne au sein du Sénat contre le bureau. Une pétition qui a récolté près

de soixante-dix signatures visant la tête de Thambwe Muamba et tous les autres membres du bureau de cette institution, à l'exception du premier vice-président Samy Badibanga, vient également d'être déposée, ce 2 février, au bureau de cette institution. La pétition, initiée par le sénateur du MLC Valentin Gberengbo devra être exa-

minée au cours de la session extraordinaire convoquée par le président Thambwe à partir du 2 février 2021.

Il est indiqué que cette action divise les sénateurs, et le dépôt de la pétition a créé de vives tensions parmi les membres de la Chambre haute du Parlement divisés en pro et contre Thambwe Muamba.

Lucien Dianzenza

MUSIQUE

Escale Bantoo 2021 annonce la couleur

En cours jusqu'au vendredi 5 février, l'appel à candidatures en ligne lancé par l'association Scène d'ébène aux chanteuses de tous les genres musicaux (Afro-fusion, Rap, Afrotrap, Rumba, Bikutsi, Makossa, Slam, etc.) confirme la tenue de la quatrième édition de l'événement international à Kinshasa du 21 au 24 juillet.

Iyenga, chanteuse prometteuse de talent de la jeune génération congolaise fait l'affiche de l'événement qui se tiendra dans la capitale de la RDC dans six mois. Seize artistes ou groupes sont attendus à la rencontre musicale après sélection d'un jury international composé de professionnels du secteur musical de plusieurs pays du monde. Ils vont participer aux showcases de la quatrième édition du Salon Escale Bantoo. Les chanteuses intéressées de ces cinq pays d'Afrique centrale, à savoir le Cameroun, le Congo-Brazzaville, le Gabon, la RDC et le Tchad, sont tenues de répondre à l'appel à candidatures qui court jusqu'à ce vendredi en envoyant, en plus du formulaire dûment rempli disponible en ligne, un ensemble de pièces uni-

quement par courriel à la suivante adresse : salon.escalbantoo@gmail.com. Scène d'ébène souligne que « toute candidature incomplète et reçue après la date limite ne sera pas prise en compte ».

Les artistes ou groupes devront, spécifie l'organisation, lui faire parvenir cinq de leurs titres personnels par wetransfer avec l'ensemble des morceaux. Ils sont à soumettre avec « un dossier de presse (texte de présentation, biographie, discographie) » et « une fiche technique ». Suite à la réception de leurs candidatures, les artistes des cinq pays susmentionnés se produiront face à « un jury national d'artistes et de professionnels de la filière musicale locale ». Il procédera à la sélection des chanteuses qui prendront



part à cette édition 2021 d'Escale Bantoo. Et à Scène d'ébène de préciser : « la sélection des chanteuses d'autres pays du continent sera faite par un comité international constitué de cinq professionnels de la filière internationale des musiques du monde ». Notons que le Salon, précise-t-on, « concerne exclusivement le spectacle en live ».

Scène d'ébène a conçu l'événement dans la perspective d'un « Programme d'appui à la structuration et la promotion des groupes de musiques émergents ». Dès lors, l'association fait de sorte qu'à ce titre, « Escale Bantoo participe également à la promotion et à la diffusion internationale des spectacles de nombreuses jeunes chanteuses

d'Afrique centrale ». En sus, soutient-elle, « tout aussi important, l'autre ambition du Programme est de contribuer à la structuration de la filière musicale africaine ».

Le Salon qui se dédie tout entier « à la promotion des chanteuses en particulier, et des femmes actives dans le secteur des industries créatives en général » se tient autour d'une batterie d'activités. Ainsi, sont au programme un marché professionnel, des conférences, des formations aux métiers du spectacle vivant et une scène musicale. À cet effet, les chanteuses sélectionnées au quatrième Salon Escale Bantoo, annonce-t-on, « se produiront sur des scènes offrant des conditions techniques professionnelles ».

Nioni Masela

VIE ASSOCIATIVE

SO4 Think Tank installe ses instances dirigeantes

L'élection des membres des instances dirigeantes de l'association SO4 Think Tank et l'adoption des documents de travail ont sanctionné les travaux de l'assemblée générale constitutive tenue le 30 janvier dans le 3^e arrondissement Tié-Tié à Pointe-Noire.

Association à but non lucratif régie par la loi de 1901, le Cercle de réflexion SO4 Think Tank se veut être une plateforme d'échanges entre experts et sachants, dans divers domaines des sciences techniques, des sciences sociales, des sciences économiques et financières, des sciences de la communication et des arts, des nouvelles technologies etc... Ainsi, avant sa sortie officielle prévue au courant de cette année, les membres de cette association placée sous la férule d'Alfred Charles Sockath, son président fondateur, se sont retrouvés pour examiner et adopter les documents de travail, notamment les statuts et le règlement intérieur. Avec amendements, les deux documents essentiels du Cercle de réflexion SO4 ont été adoptés après des débats fructueux et constructifs.



L'élection des membres du bureau exécutif de SO4 Think Tank a été l'autre moment important de cette assemblée générale qui a confirmé Alfred Charles Sockath comme président. Il est secondé par Francis Cardorelle, le vice-président. Madame Rihane Sarah est la trésorière et Mesmin Di-

kabou son adjoint. Le poste de secrétaire générale revient à mademoiselle Désirée Bitchi. « Désormais, l'on doit se mettre au travail, il y a beaucoup de sujets qui nous préoccupent à SO4 Think Tank. Récemment, nous avons publié un article dans lequel on a fait une ré-

flexion sur la sortie rapide du « tout pétrole » au Congo parce qu'ayant analysé la situation du pétrole, nous sommes arrivés à la conclusion de suggérer que l'on sorte du « tout pétrole » le plus rapidement possible », a dit Alfred Charles Sockath.

L'association SO4, a-t-il indi-

qué, fera aussi d'autres analyses et propositions. Et de poursuivre : « c'est aux décideurs politiques, économiques, aux responsables des entreprises, aux écoles et aux associations de s'approprier notre réflexion et concevoir les actes qu'ils jugeront nécessaires. Nous allons aussi organiser des formations, des colloques, des conférences et des séminaires mais aussi des activités économiques en lien avec notre objet ».

Selon Alfred Charles Sockath, l'association SO4 est une plateforme d'utilité publique. En tant que société savante, certains critères sont exigés pour tout membre notamment avoir un niveau intellectuel certain pour la bonne compréhension de différentes problématiques qui se posent à nous actuellement.

Hervé Brice Mampouya

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux

Cartes de visite

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'université Henri-Lopes ouvre ses portes à Pointe-Noire

Située dans le quartier aéroport, l'université Henri-Lopes se veut être un vivier dans lequel puisent les grandes entreprises de la place. L'entrée académique 2020-2021 de cette école a eu lieu le 1^{er} février devant un parterre d'étudiants.

La journée a été marquée par une leçon inaugurale sur le thème « la formation juridique face aux défis de l'emploi, du développement et de la paix en Afrique », avec comme orateur, le professeur Jean Didier Boukougou, directeur de l'école doctorale de l'U.C.A.C (Yaoundé-Cameroun).

Dans son exposé, l'orateur a, dans un premier temps, fait une constatation sur l'adéquation formation-emploi dans des secteurs clés, au regard de la professionnalisation exigée par le système LMD, avant de demander aux enseignants de cette école d'enseigner l'esprit de la loi. « Le droit est le cœur de la société et il n'y a pas de société sans droit, un juriste mal formé est un danger pour un pays », a déclaré le professeur Jean Didier Boukougou.

Emu par cet exposé, le public a réagi à travers une série de questions parmi lesquelles on peut noter celles du maître Coelho, bâtonnier national à savoir : le Congo dispose des textes qui datent des années de l'indépendance, alors comment être plus compétitif si on ne dispose pas de textes du 21^e siècle, et comment enseigner l'esprit des lois ?

Nantie d'une expérience qui fait de lui un cadre idéal d'apprentissage dans le cadre de la formation professionnelle et du renforcement de capacités des agents des services publics et privés, l'université Henri-Lopes entend participer au développement de l'enseignement supérieur, vecteur multiplicateur de croissance pour le Congo et moyen efficace de lutte contre la pauvreté.

Dans son mot de circonstance, le promoteur de cette école, Jean Didier Elongo, a souhaité la bienvenue à l'assistance avant de rappeler qu'à travers le système LMD, l'université Henri-Lopes s'est donné pour objectif, la formation des cadres moyens et supérieurs, compétents et polyvalents répondant aux besoins des entreprises et des administrations publiques et privées.

Pendant cette journée, les étudiants ont pu avoir des explications sur les études et la vie étudiante, un cocktail dinatoire a été également proposé aux convives, pour un temps d'échanges avec les équipes de l'université. Notons que l'université Henri-Lopes est un établissement privé d'enseignement supérieur, agréé par l'Etat, créé en 2002 à Brazzaville.

Hugues Prosper Mabonzo

MUSIQUE

« Mwana mbanda », un cri de cœur des enfants maltraités au sein des familles recomposées

Collaboration inédite, entre la slameuse Mariusca Moukengue et l'artiste-musicienne Spirita Nanda, « Mwana mbanda » dénonce avec force la cruauté de certaines mères à l'égard des enfants de leurs rivales. Sorti le 31 janvier, le single est disponible sur différents supports de téléchargement légal et sur YouTube.

Les mélomanes l'attendaient depuis quelques semaines et c'est finalement dans la soirée du 1er février que le clip vidéo de *Mwana mbanda* a été rendu disponible sur YouTube. De sa traduction en français, *L'enfant de la rivale*, le single met à nu la souffrance des enfants vivant au sein des familles recomposées. Selon Mariusca Moukengue, ce sujet est une réalité avec laquelle les Africains, en général et les congolais en particulier, vivent au quotidien. « *J'y pensais depuis un moment, mais l'élément déclencheur a été une tragédie. Un jour dans mon quartier, ma voisine battait atrocement l'enfant de son mari comme s'il était un animal, au point où le petit, en essayant de fuir, a été heurté et est mort sur place. J'en ai eu le cœur brisé et le même soir j'ai décidé de rompre mon silence. Sur le champ, j'ai pensé à Spirita Nanda pour faire un duo, parce que c'est une artiste très talentueuse, une grande sœur et surtout une mère* », confie la slameuse congolaise.

Mwana mbanda veut donc conscientiser la société et particulièrement les femmes-mères que les enfants de leurs rivales



Une séquence du clip montrant un enfant maltraité par sa marâtre/Adiac

ne sont pas leurs rivales. D'où le refrain, « *Mama na ngai éééh, je ne suis qu'un enfant et non ta rivale. Je suis l'enfant de mon père et donc tu deviens ma mère. Je ne suis qu'un enfant et non ta rivale* ». C'est un réel cri de cœur, un ras-le-bol de ses enfants qui souffrent

en silence, dont la seule erreur a été de grandir avec une mère qui n'est pas la leur.

A ce propos, Spirita Nanda chante, « *Mama, je ne suis pas là pour déranger oohh/ Tous les jours tu me traites comme une étrangère/ Je n'ai pas droit à la parole, pour*

un rien tu me bats/ Mes ennemis sont mes frères, tu les montes contre moi/ On a tous connu ce genre de mère, qui nous font vivre des moments amers/ Tu oublies que j'ai aussi une mère... Tous les jours ma prière, est de fuir cet enfer ».

« Je ne suis qu'un enfant et non ta rivale, c'est ainsi qu'il faut voir un enfant dont on est sensé prendre soin. J'ai beaucoup aimé cette vidéo, le texte, le décor et l'engagement. Félicitations à vous mes chères »

Teinté de sonorités africaines dans un style afro-soul et peint d'un décor ethno-chic rappelant la diversité culturelle du continent, *Mwana Mbanda* a connu entre autre la participation de l'acteur congolais Michael Tamsi et la comédienne Mixiana Laba dans le rôle des parents. Il pointe, en parallèle, l'irresponsabilité et l'inaction des pères aveuglés par l'amour qui laissent passer ce comportement insensé de leurs conjointes.

Avec un visuel et un message transmis qui se marient bien, *Mwana mbanda* présage de conquérir le public congolais, voire au-delà. « *Je ne suis qu'un enfant et non ta rivale, c'est ainsi qu'il faut voir un enfant dont on est sensé prendre soin. J'ai beaucoup aimé cette vidéo, le texte, le décor et l'engagement. Félicitations à vous mes chères* », a commenté sur YouTube, Yacouba Ibrahim.

D'une durée d'environ 3,45min, *Mwana mbanda* a été réalisé par Sky vision média, à Pointe-Noire et Brazzaville, puis produit et mixé par Guarja pour Yati music. Il est déjà disponible sur plusieurs plateformes de téléchargement légal.

Merveille Atipo

MUSIQUE

Kaly Djatou n'est pas mort

L'annonce du décès de Kaly Djatou s'est répandue le 1er février comme une trainée de poudre sur les réseaux sociaux. Fallait-il donner vie à la rumeur, aux hommages posthumes et aux « Rest in peace » de circonstances ?



Joint sur Messenger, le chanteur de *Premier salaire* s'est voulu rassurant dans une vidéo en déclarant d'une voix ferme : « *Je préfère faire cette petite vidéo pour apporter un cinglant démenti. Ça va, je suis en train de suivre un traitement. Il n'y a rien, rien, je suis en train de suivre un traitement, tout va bien. Rassurez les gens, rassurez les amis, dites-leur que je vais bien* ».

Certaines personnes du monde artistique ont aussitôt fustigé cette fake news. La chanteuse Laila Embouni a ainsi déclaré : « *Il y a quelques années c'était Zao, ce matin c'est Kaly Djatou, c'est une honte !* ». Difficile, en effet, d'atteindre une telle bassesse dans la divulgation de fausses informations.

Quentin Loubou

FOOTBALL

Le Congo et l'Arabie saoudite liés par un accord de partenariat

La Fédération congolaise de football (Fecofoot) et la Fédération saoudienne de football ont signé, le 30 janvier à Riyad, une convention de douze mois renouvelable dans laquelle les deux parties ont convenu que les Diables rouges seniors pourront désormais bénéficier des mises au vert en Arabie saoudite à la période qui sera fixée de commun accord.



Jean Medard Kossa et Yasser H. Almisahal signant la convention/DR

Cette convention qui lie désormais les deux fédérations a été signée en marge de la finale de la Super Coupe d'Arabie saoudite. Pour le compte de la Fecofoot, cet accord a été paraphé par Jean Medard Kossa, quatrième vice-président, assisté par Carle Boniface Malalou, cinquième vice-président chargé des questions juridiques.

L'équipe nationale du Congo bénéficiera, selon les termes de la convention, d'une assistance matérielle (équipements d'entraînement...). Elle sera prise en charge (hébergement, restauration...) durant son séjour en Arabie saoudite.

Cet accord prévoit des échanges dans le domaine administratif, technique et financier. Selon la Fé-

cofoot, le Congo et l'Arabie saoudite s'assisteront mutuellement dans les domaines comme le management général, marketing et promotion des activités, les installations, les études et recherches. Ces accords concernent aussi le football des jeunes et des dames, ainsi que l'assistance technique, entraînement, arbitrage.

James Golden Eloué